



Axe Togo-Russie

Le professeur Robert Dussey chez son homologue Sergei Lavrov

Le ministre togolais des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, le professeur Robert Dussey, sera dès aujourd'hui en visite de travail auprès de son homologue Sergei Lavrov de la Russie. Le vaccin Sputnik V pourrait-il aussi ...



PAGE 3

ECONOMIE



Transformation du riz paddy en riz blanc

Le Mifa S.A. a appuyé la rizerie de la Binah à Pagouda avec 251 millions de FCFA

A Pagouda, localité située dans la région de la Kara, le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (MIFA S.A.) accompagne ...

PAGE 5

ACTUALITE



Le RÉTÉva et l'Évaluation des politiques publiques

Madame Valentine A. Sama a été portée à la tête du Conseil d'Administration du RÉTÉva, qui a renouvelé ses instances dirigeantes en janvier dernier

PAGE 11



Conseil des ministres et actions de terrain

Le gouvernement Tomégah-Dogbé a entrepris un véritable périple national la semaine dernière

Mercredi dernier, les membres du gouvernement togolais étaient autour du président de la République Faure Gnassingbé, à Pya dans la préfecture de la Kozah pour le traditionnel Conseil des ministres. À la suite de cette activité, le Premier ministre et les membres du gouvernement sont allés au contact des populations à la base pour s'enquérir de l'évolution de certains projets sociaux et de leur ...

PAGE 3

REFLEXION

Haac et Média : l'inquiétude

Attention ! Pourrait-on s'exclamer au regard des soubresauts qui secouent avec vagues non seulement le milieu de la presse dans notre pays, mais qui meublent également depuis plusieurs mois les relations entre l'institution de régulation et les professionnels de la presse privée. La presse tout simplement, car, cette dernière représente, à n'en point douter, 99% du secteur.

L'inquiétude est là, perceptible, tel un serpent de mer dont on ne connaît ni le début ni ne maîtrise la fin. Cette inquiétude revient comme une arlésienne chaque jour que Dieu fait au risque d'installer une sorte de méfiance et de défiance entre deux poches d'un même pantalon. Une situation préjudiciable pour la liberté de presse, la liberté ...

PAGE 3

除夕
HAPPY CHINESE YEAR

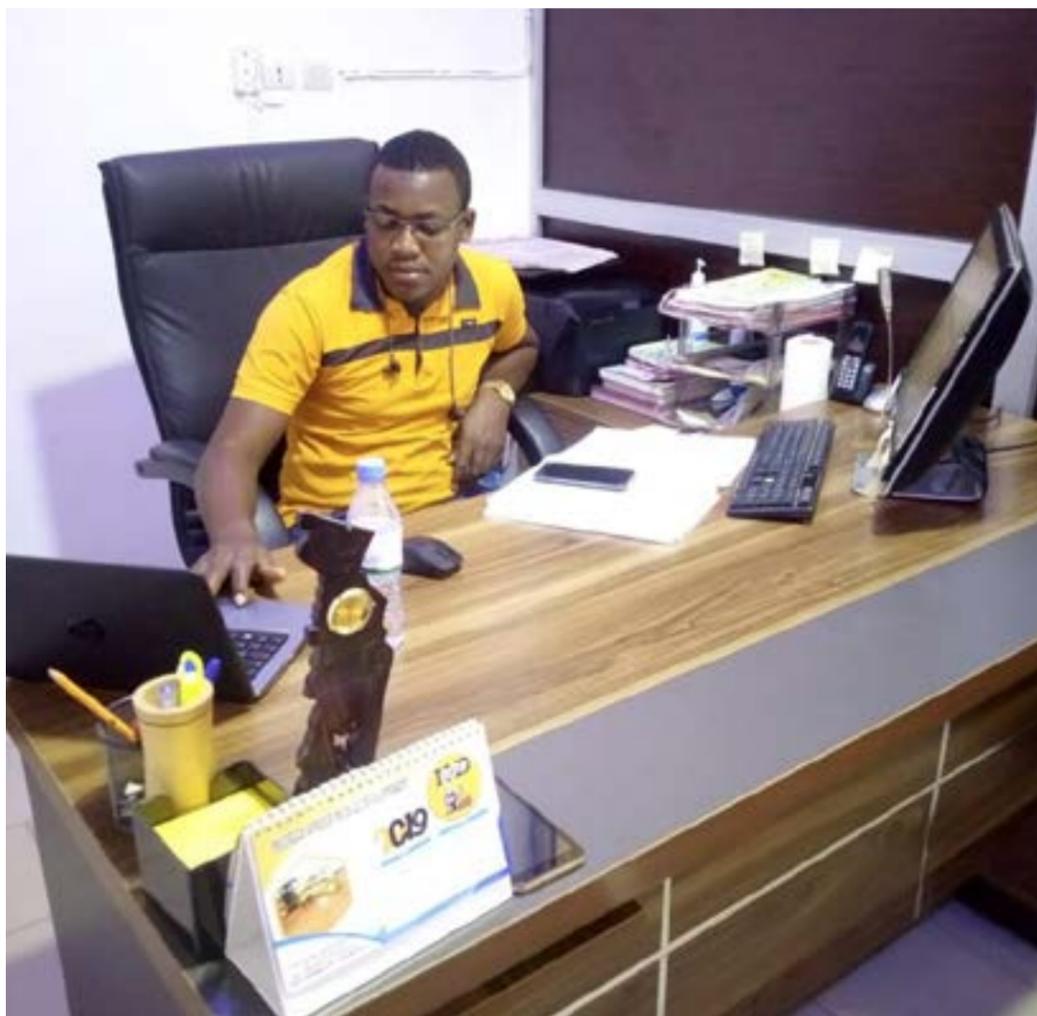
(+228) 70340292 | DISPONIBLE DANS LES BARS, RESTAURANTS ET SUPERMARCHÉS
IMMEUBLE MARINA BAY, BOUTIQUE N°5, BOULEVARD DU MONO

	<p>SOMMAIRE</p> <p>Bénin / Présidentielle 2021 Ibn Chambas appelle au dialogue avant la présidentielle</p>  <p>P 4</p>	<p>BOAD Serge Ekué renforce son équipe</p>  <p>P 5</p>	<p>Les arts et la culture au menu des débats à l'UA Une bonne nouvelle ?</p>  <p>P 9</p>
---	---	---	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Africa Service Consult relance ses activités grâce à un crédit de 7 500 000 CFA obtenu du FNFI

Ingénieur en Génie Civil, Monsieur Bayor Zarif est le promoteur de l'entreprise Africa Service Consult sise à Léo 2000. Depuis quelques mois déjà, le jeune ingénieur de la quarantaine s'est approché du FNFI afin de se renseigner davantage sur le nouveau crédit de relance mis en route depuis août 2020. Etant éligible et après avoir rempli toutes les conditions nécessaires, le jeune promoteur obtient le crédit sollicité et dynamise ses activités. Nous décidons pour ce premier numéro de votre rubrique de la semaine, de partager avec vous les témoignages de ce jeune promoteur... Reportage...



Bayor Zarif, le promoteur de l'entreprise Africa Service Consult

Plusieurs entreprises depuis l'avènement du Covid 19 ont vu ralentir leurs activités, que ce soit en termes d'approvisionnement, de vente ou de bénéfices. Et pour cause, les nombreuses restrictions en vue de limiter les risques de propagation de la maladie ont eu un impact sérieux

sur l'économie nationale. Au nombre de ces nombreuses entreprises, Africa Service Consult, qui n'a pas hésité à se rapprocher du FNFI pour se renseigner davantage sur le crédit du FNFI mis en place afin de dynamiser les activités des entreprises impactées par le Covid 19.

« Depuis l'apparition du Covid 19, nous avons remarqué une grande chute dans nos activités. Nous n'avions plus assez de clientèle, conséquence, notre chiffre d'affaires a totalement baissé, même les appels d'offres ne se lançaient plus comme avant. Etant conscient de la gravité de la situation, je me suis rendu au FNFI pour avoir plus de renseignements sur le produit « Fonds de Relance ». Je me suis mis en ordre de bataille et rempli les conditions nécessaires pour l'obtention du financement, et heureusement j'étais éligible », indique le jeune entrepreneur.

Après étude des dossiers, notre jeune entrepreneur se compte aujourd'hui parmi

les nombreux bénéficiaires du Fonds de Relance du FNFI. Il a reçu un crédit d'un montant de 7 500 000 F CFA pour dynamiser ses activités. Conscient qu'il s'agit d'un prêt, Monsieur BAYOR a mis en place des stratégies pour l'évolution de ses activités afin de pouvoir remplir ses engagements vis-à-vis des remboursements.

« J'ai finalement reçu un financement d'une valeur de 7 500 000 F CFA. Avec cette somme j'ai diversifié mes activités, mis en place une station pour lavage auto. Je prévois aussi stocker et améliorer les outils BTP et mettre une partie de côté comme fonds de roulement », ajoute-t-il.

Toutes les entreprises qui veulent dynamiser leurs activités impactées par le Covid 19 peuvent soumettre leurs dossiers en ligne via le www.fnfi.tg. Toutes les informations relatives au Crédit de Relance peuvent en outre être consultées sur ledit site ou via le numéro vert 80 00 00 12.

KD

Ceci est un programme du Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG..LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yaglia

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

REFLEXION

... d'expression, la protection de cette liberté et les rapports de respect et de cordialité qui devraient exister entre une institution de régulation et la corporation qu'elle est censée organiser et réguler. Tout le monde gagnerait à ce que « balle soit ramenée à terre ». La presse togolaise – qui vient de loin – a assurément encore un long chemin à faire. Ce qui consisterait à faire en sorte que les préjugés négatifs nourris grassement par son propre fait durant des années disparaissent au fur et à mesure. Ne l'oublions pas, et ne nous y méprenons pas, ce que nous observons aujourd'hui puise sa source

dans l'histoire de la pratique du métier de journaliste dans notre pays. Une pratique qui a installé des cloisons et amené les uns et les autres à se regarder continuellement en chiens de faïence. Les rapports entre la Haac et la presse privée se sont dégradés au fil des années. Les brebis galeuses, comme on en connaît dans tout corps de métier sont devenues malheureusement la ressource principale dans la presse, empêchant ainsi le bon d'éclorre et de conjurer l'ivraie comme étant une exception. Du journalisme de chantage à la confusion entre le journalisme d'investigation et le rôle de lanceur d'alerte,

en passant par l'appropriation du rôle de justicier, la presse togolaise est dans un mélange de genres continuel. La passe d'armes entre la Haac et les organisations professionnelles de médias, suite au retrait du récépissé de « Indépendant Express », la récente suspension pour 4 mois du journal « l'Alternative », l'auto-récusation de la signature d'un membre de la Haac, la rencontre entre la Haac et les organisations qui a tourné autour de « la récréation est terminée », etc. ont certainement contribué et contribuent à dégrader davantage cette relation entre la Haute autorité de l'Audiovisuel

et de la communication et les acteurs des médias. Si récréation, il y a eu, peut-on dire qu'elle se terminera de sitôt ? Les organisations de patrons de presse n'ont aucun pouvoir sur leurs membres. Aucun moyen de « coercition » réelle pour espérer siffler la fin d'un match dont elles n'ont jamais donné le coup d'envoi. En voulant mettre fin « à la pagaille médiatique », la Haac a un rôle majeur à jouer dans ce jeu de ping pong. Ne pas donner l'impression de prendre parti, surtout que dans l'opinion, on lui prête des intentions de basculer du côté des plaignants ou « du plus fort ». Cette impression nourrit un chienlit qui ne

dit pas son nom et donne des arguments à ceux qui pensent à tort ou à raison que l'article premier de la loi organique de la Haac qui stipule que

« la Haac est une institution indépendante vis-à-vis des autorités administratives, de tout pouvoir politique, de tout parti politique, de toute association et de tout groupe de pression » n'est que pure utopie.

Et quand on sait qu'il ne s'agit justement pas de donner simplement l'impression mais d'agir conformément aux textes en vigueur, l'inquiétude risque de perdurer.

Françoise Da Silva

Conseil des ministres et actions de terrain

Le gouvernement Tomégah-Dogbé a entrepris un véritable périple national la semaine dernière

Mercredi dernier, les membres du gouvernement togolais étaient autour du président de la République Faure Gnassingbé, à Pya dans la préfecture de la Kozah pour le traditionnel Conseil des ministres. À la suite de cette activité, le Premier ministre et les membres du gouvernement sont allés au contact des populations à la base pour s'enquérir de l'évolution de certains projets sociaux et de leur vécu quotidien.



Victoire Tomégah-Dogbé en discussion avec un acteur de terrain

À Adabawéré dans la préfecture de la Kozah, le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a constaté l'évolution de l'expérimentation du programme de gratuité de la prise en charge des femmes enceintes, une initiative du chef de l'Etat. C'était au lendemain du Conseil des ministres, c'est-à-dire le jeudi 11 février 2021. Cette visite a été

faite au Centre médico-social d'Adabawéré. 387 femmes enceintes ont été enrôlées du 20 décembre 2020 au 30 janvier 2021.

« Depuis que je suis arrivée pour la consultation prénatale, les produits sont gratuits. C'est une bonne initiative pour nous qui n'avons pas les moyens de nous prendre en charge. L'Etat nous aide vraiment beaucoup »,

a témoigné une bénéficiaire. De leur côté, le ministre de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise, Bolidja Tiem, sa collègue de l'Action sociale de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation, Adjovi Apédo-Anakoma et le ministre délégué auprès du ministre des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat, chargé de l'Enseignement technique et de l'Artisanat, Eké Kokou Hodin, étaient au Centre de développement agro-pastoral (CIDAP) dans le canton de Baga, préfecture de Doufelgou.

« Nous saluons l'engagement des jeunes à aller à l'agriculture, à opérer la transformation et la réussite du CIDAP dans le domaine agricole et de l'élevage. La vision du chef de l'Etat est de booster le secteur agricole, depuis la production jusqu'à la commercialisation en passant par la transformation », a déclaré le ministre délégué Eke Kokou Hodin à la suite de la visite.

Les visites de terrain ne se sont

pas arrêtées en si bon chemin. Entre-temps, le Premier ministre s'est rendu dans le village de Tchadé-Limdè dans le canton de Pessaré, préfecture de la Binah, pour constater comment le projet d'opportunité d'emplois pour les jeunes vulnérables (EJV) piloté par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb), a changé la vie des bénéficiaires.

Le projet a mobilisé 70 jeunes dont 37 femmes sur des travaux à haute intensité de main d'œuvre. Il s'agit de l'aménagement d'une piste de 5 km. Les 70 jeunes ont ensuite reçu des subventions pour financer leurs activités génératrices de revenus. Grâce à ce projet, l'on renforce les mécanismes de l'inclusion sociale.

Plus tard, ce sera le tour du ministre des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat, le professeur Dodzi Komla Kokoroko et son collègue de la Communication et des Médias, porte-parole du

gouvernement, le professeur Akodah Ayéwouadan, de visiter le Centre artisanal des tisserands de Bafilo, préfecture d'Assoli.

Cette visite donnera certainement des idées au professeur Kokoroko qui doit révolutionner le secteur artisanal en faisant de ce secteur, un secteur pourvoyeur d'emplois et de richesses pour le pays. « Nous venons de visiter le centre de formation des tisserands de Bafilo. Nous avons pu apprécier comment ce centre autonomise les jeunes filles et garçons de la localité pour leur éviter d'effectuer l'exode rural par exemple », a déclaré le ministre Ayéwouadan.

Selon l'autre porte-parole du gouvernement, le ministre Christian Trimua, l'exécutif voudrait à travers ces sorties, « garder le contact avec les populations, partager leurs réalités et faire le suivi de certains projets en cours sur le territoire ».

Edem Dadzie

Axe Togo-Russie

Le professeur Robert Dussey chez son homologue Sergei Lavrov

Le ministre togolais des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, le professeur Robert Dussey sera dès aujourd'hui en visite de travail auprès de son homologue Sergei Lavrov de la Russie. Le vaccin Sputnik V pourrait-il aussi être à l'ordre du jour des discussions ?

« Je suis impatient de revoir mon grand ami Sergei Lavrov à Saint Petersburg », écrit le chef de la diplomatie togolaise sur son compte twitter. Selon le compte officiel du gouvernement russe, les discussions tourneront autour du renforcement de la coopération bilatérale. « Les relations bilatérales entre la Russie et le Togo sont sur la bonne voie. Nous y travaillons

constamment », précisait, il y a quelques heures, le professeur Robert Dussey. Pour rappel, le président de la République togolaise, Faure Gnassingbé a eu une rencontre avec son homologue russe, Vladimir Poutine en octobre 2019, lors du premier sommet Russie-Afrique à Sotchi.

Alors que la pandémie du coronavirus continue de faire des dégâts et que le débat

autour des vaccins fait rage, il est certain que le sujet ne pourra pas être occulté lors de cette visite de 48h. Le vaccin russe Sputnik V est devenu depuis quelques jours crédible aux yeux des occidentaux qui s'en méfiaient. Le professeur Didier Ekouévi, président du Conseil scientifique du Togo, affirme qu'il est efficace.

Selon lui, les données scientifiques sont désormais



Sergei Lavrov et Robert Dussey (à droite)

disponibles et convainquent. Alors, le Togo pourrait-il envisager de commander quelques doses ? En tout cas, si l'Organisation mondiale de la

santé (OMS) l'insère dans son initiative Covax, il faut parier que le Sputnik V atterrira tôt ou tard au Togo.

E. Dadzie

Bénin / Présidentielle 2021

Ibn Chambas appelle au dialogue avant la présidentielle

Ibn Chambas, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Afrique de l'Ouest et du Sahel a bouclé sa mission au Bénin. Il a rencontré, société civile, commission électorale, Cour constitutionnelle, opposition, majorité, communauté internationale et le chef de l'Etat. Patrice Talon l'a reçu en dernier avec son ministre des affaires étrangères. Face aux « divergences entre la majorité au pouvoir et l'opposition », le diplomate préconise de privilégier le dialogue.

Le diplomate onusien aura vu tout le monde en trois jours. En sortant de la salle d'audience de Patrice Talon, il a résumé sa « mission d'information » en ces termes : « Nous constatons à 60 jours des élections des divergences entre les acteurs politiques sur les modalités de participation. Afin d'assurer une élection apaisée, pacifique, crédible et inclusive, j'invite toutes les parties prenantes de à privilégier les concertations

». Présent lors de la rencontre, le ministre béninois des Affaires étrangères, Aurélien Agbenonci, a estimé pour sa part qu'il régnait au sein du gouvernement et des institutions, un climat de sérénité. Avant d'ajouter : « La mission des Nations unies a été informée des conditions idoines qui sont en train de se mettre en place pour que nous ayons des élections apaisées,



Mohammed Ibn Chambas

ouvertes qui permettent à nos citoyens de choisir leur dirigeant. » L'émissaire de l'ONU n'a rien dit de la suite réservée à son passage à Cotonou. Pour rappel, la séance avec le parti Les Démocrates de l'ancien président Boni

Yayi s'est transformé en réquisitoire contre le diplomate de l'ONU. L'opposition lui en veut depuis les législatives non-inclusives de 2019. Son passage à Cotonou comme facilitateur avait suscité un espoir.

Juste après son départ, le parti Les Démocrates a rassemblé la presse pour crier à nouveau à l'exclusion en raison des parrainages qui manquent au dossier de son ticket présidentiel. Les Démocrates tirent déjà leurs conclusions et affirment que ce sera la troisième fois de suite qu'ils seront exclus d'une élection.

L'opposition souhaite que l'ONU aille plus loin, elle a demandé à Ibn Chambas de rappeler au président Talon qui a été reçu ce mercredi (je comprends pas bien ici, qui a été reçu et où ?), ses exigences, entre autres le retour à l'ancienne loi électorale qui ne prescrit pas de parrainages.

T.M.

Mali / Transition

Le Premier ministre Moctar Ouane rencontre la classe politique

Alors que l'heure est à la défiance entre la classe politique et les autorités de la transition, le Premier ministre malien, Moctar Ouane, a échangé pendant plus de trois heures avec les partis politiques. Il a promis de présenter très bientôt le plan d'action de son gouvernement.

Pour la première fois depuis sa nomination, le Premier ministre malien Moctar Ouane a rencontré le mercredi 10 février la classe politique malienne pour évoquer le processus qui doit conduire aux élections inclusives et aux réformes institutionnelles. Après 4 heures de discussions, le sentiment général est que le Premier ministre malien veut

désormais prendre lui-même les choses en main pour que la classe politique locale soit étroitement associée au processus d'organisation des futures élections et des réformes institutionnelles.

Moctar Ouane est le premier à s'en féliciter. « Nous devons, ensemble, construire des compromis, des consensus très forts afin de permettre

précisément que, dans un climat apaisé, la transition puisse réaliser toutes les réformes voulues. »

Pour y parvenir, plusieurs leaders de partis politiques présents à la réunion ont demandé par exemple le respect de la durée de la transition, 18 mois, pas un plus.

« Les gens ont surtout dit qu'il faut tenir dans



Le Premier ministre Moctar Ouane

le temps qui est imparti, insiste Tiéman Hubert Coulibaly, président de l'Union pour la démocratie et le développement, l'UDD. Il revient maintenant au gouvernement d'ouvrir les

chantiers les plus urgents. » La classe politique malienne et le Premier ministre se sont engagés à créer un cadre de concertation afin de maintenir le contact.

T.M.

Bénin / Présidentielle 2021

Patrice Talon se choisit 2 adversaires pour la présidentielle

Sur plus d'une quarantaine de dossiers de candidatures déposées, la Commission électorale nationale autonome (Cena) n'en a validé que 3. En dehors de celle du président sortant Patrice Talon, la Cena a retenu, le vendredi 12 février 2021 dernier, celle de l'ancien ministre Alassane Soumano et d'une figure dissidente parmi l'opposition, Corentin Kohoué. Les grands opposants béninois ont vu leur candidature rejetée par l'institution pour faute de parrainage requis.

Le président du Bénin Patrice Talon aura deux adversaires à l'élection présidentielle d'avril, seuls trois dossiers de candidatures sur les vingt déposés ayant été retenus, a annoncé le vendredi 12 février la Commission électorale. Les dossiers acceptés étaient les seuls à être complets, a expliqué la Commission électorale, citant notamment des problèmes quant au nombre des parrainages d'élus.

Les grandes figures de l'opposition se trouvent

en exil ou condamnées à des peines d'inéligibilité leur interdisant de se présenter ; ce petit pays ouest-africain, longtemps vu comme un modèle de démocratie, ayant récemment pris un virage autoritaire. Patrice Talon, magnat du coton, arrivé au pouvoir en 2016, affrontera dans les urnes l'ancien ministre Alassane Soumano du parti Force cauris pour un Bénin émergent (FCBE), considéré comme la plus grande formation politique de l'opposition, et une figure dissidente parmi les

opposants au président, Corentin Kohoué.

L'opposition dénonce un scrutin verrouillé par le président sortant, mettant notamment en exergue une nouvelle disposition de la loi électorale qui impose à chaque candidat d'être parrainé par seize maires ou députés.

Patrice Talon « n'a voulu prendre aucun risque » et « il a choisi de sélectionner ses adversaires parmi ses alliés et refusé la compétition aux candidats capables de le battre dans les urnes », a accusé Joel



Patrice Talon

Aïvo, candidat d'union d'une partie de l'opposition dont le dossier a été rejeté pour "défaut de parrainages". Des partisans de Patrice Talon ont au contraire affirmé que les conditions étaient en place pour une élection équitable.

Les candidats dont les dossiers ont été rejetés peuvent déposer un recours à la Cour constitutionnelle, qui publiera la liste définitive des candidats à l'élection dans une dizaine de jours.

T.M. et France 24

Promotion des PME

L'ANPGF et African Lease s'associent pour financer les équipements des entreprises

L'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF) et l'établissement financier à caractère bancaire African Lease Togo ont signé vendredi 12 février à Lomé une convention de partenariat. A travers ce partenariat, les deux institutions s'engagent à accompagner les Petites et moyennes entreprises.

La convention de partenariat a été signée par le directeur général de l'ANPGF Mme Naka Gnassingbé-de Souza et le directeur général d'African Lease Togo M. Toussaint Sossou. Ce partenariat entre les deux institutions vise à définir un cadre formel des relations entre l'ANPGF et African Lease Togo pour promouvoir et développer les PME, en optimisant le financement de leurs équipements.

Ainsi, l'ANPGF mettra à la disposition d'African Lease Togo le montant d'acquisition des équipements au profit de la PME/PMI. Ce montant

déterminé avec l'accord des deux parties est sans intérêt. L'Agence s'est engagée à mettre en place une ligne de crédit pour le financement des besoins en équipements de PME/PMI préalablement identifiées. L'ANPGF garantit aussi, dans la limite de 50% le montant de l'encours en capital de l'opération de financement. « Le partenariat qui vient d'être signé a pour objet principalement l'accompagnement de l'ANPGF, de nos promoteurs par African Lease Togo pour l'acquisition des équipements et matériels de production. Lorsque les entreprises ont besoin d'acquérir du matériel et

des équipements pour augmenter la capacité de leurs productions, elles s'adressent à l'ANPGF », a souligné Mme Naka Gnassingbé-de Souza. Après réception des dossiers, les deux partenaires procèdent ensemble à l'étude des dossiers. Dès qu'ils se mettent d'accord, l'ANPGF notifie le financement à African Lease Togo qui met le matériel à la disposition de l'entreprise, avec une option d'acquisition sans leasing.

L'ANPGF peut également mettre à la disposition d'African Lease Togo une ligne de crédit pour permettre de financer



Signature de la convention par les deux directeurs

des promoteurs qui ont été identifiés par les deux partenaires pour l'acquisition des équipements. Ce partenariat s'adresse aux promoteurs de tous les secteurs d'activité, à l'exception de ceux qui évoluent dans le commerce, c'est-à-dire l'achat-revente. La convention s'inscrit dans le cadre de la stratégie globale de l'ANPGF pour accompagner le gouvernement dans la lutte contre les effets de la pandémie du coronavirus sur les entreprises.

« Il va sans dire que ce partenariat dénote une marque de confiance à notre institution et va contribuer à relever le défi du soutien par excellence des PME, source de développement du tissu économique pour induire des résultats probants et inverser les tendances actuelles de difficultés d'accès au financement des segments », a précisé M. Toussaint Sossou. Le partenariat est d'une durée d'un an, mais renouvelable par tacite reconduction.

Félix Tagba

Transformation du riz paddy en riz blanc Le Mifa S.A. a appuyé la rizerie de la Binah à Pagouda avec 251 millions de FCFA

A Pagouda, localité située dans la région de la Kara, le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (MIFA S.A.) accompagne les producteurs du riz à accroître leurs productions. Ainsi, sur les deux dernières années, la rizerie de la Binah a bénéficié d'un financement de 251 millions FCFA du Mécanisme.



Victoire Tomégah-Dogbé (au milieu) sur les lieux

Le riz occupe une place importante dans l'alimentation des Togolais. Il s'agit du troisième aliment le plus consommé au Togo. Mais beaucoup de riz sont importés dans le pays. Des mécanismes comme le Mifa S.A permettent de soutenir les producteurs locaux pour une production de qualité de cette céréale, afin de limiter l'importation et garantir une alimentation saine aux populations.

Au nord du pays, le Mécanisme a permis d'accompagner la rizerie de la Binah. Cette rizerie a bénéficié d'un appui de 251 millions de FCFA, dont 101 millions FCFA pour 2019 et 150 millions FCFA pour l'année 2020. Grâce à ce financement la société a pu accroître sa production et augmenter son chiffre d'affaires.

Selon le Mifa S.A., au total 6 328 emplois ont été créés sur la chaîne. Parmi ces emplois créés 78 sont des emplois directs liés aux activités de l'usine et 6 240 emplois liés à la production de riz dont 1 560 producteurs. La collecte de riz paddy par la Rizerie de la Binah représente un chiffre d'affaires de 192 millions de FCFA en 2020 et 240 millions en 2021 au profit des petits producteurs.

Au cours de sa tournée entamée depuis le 6 février à l'intérieur du pays, Mme le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a constaté le succès réalisé par cette entreprise. Elle a félicité et encouragé les promoteurs à continuer sur cette lancée.

Félix T.

BOAD

Serge Ekué renforce son équipe

La Banque ouest africaine de développement (BOAD) a procédé à la nomination de deux personnes. Ibrahima Diouf et Alain Tchiboza sont respectivement nommés au poste de conseiller spécial du président de la BOAD Serge Ekué et de chef économiste de la Banque.

M. Ibrahima Diouf est nommé conseiller spécial du président de la BOAD. Il a pour mission d'éclairer le président de la BOAD de ses avis, résultant de sa riche expérience de plus de 30 ans dans le secteur bancaire africain et international. Ses conseils porteront sur les dossiers stratégiques de l'institution. M. Diouf est spécialiste de l'audit, de la gouvernance et du financement bancaire. « Monsieur Ibrahima

pourrons ensemble donner une autre dimension au rayonnement de la Banque », a indiqué Serge Ekué.

Pour sa part, Alain Tchiboza nommé au poste de chef économiste est un analyste financier Senior doté de près de 30 ans d'expériences auprès de banques européennes et banques d'investissements. Il aura la responsabilité d'œuvrer à l'amélioration de l'accès de la Banque aux

pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa).

« Monsieur Alain Tchiboza est une compétence de très grande valeur qui va apporter énormément à la BOAD. Il jouit d'une forte expérience et sa nomination est conforme aux engagements que nous avons pris auprès des hautes autorités de l'Union. Elle s'inscrit par ailleurs, dans notre vision de renforcer la crédibilité internationale de



Alain Tchiboza

Ibrahima Diouf

Diouf est un haut cadre africain qui a une bonne connaissance du secteur de la banque en Afrique et au niveau international. Je suis convaincu qu'avec son expertise reconnue, nous

marchés internationaux des capitaux. L'institution s'est engagée dans une dynamique de renforcement de ses fonds propres pour soutenir le développement économique et social des

la BOAD dans la droite ligne du renforcement du capital de l'institution en vue d'accroître sa performance opérationnelle », a déclaré le président de l'institution.

F.T.

FSB, Anadeb, FNFI

Le bien-être des populations togolaises en ligne de mire

Le projet de Filets sociaux et services de base (FSB) est mis en œuvre au Togo pour répondre à la problématique de la responsabilisation des communautés dans leur développement, améliorer leur accès aux infrastructures de base et à une couverture sociale minimum. D'une part, l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb) mise en place par le gouvernement, déploie ses ailes pour soutenir les populations à travers des projets utiles sur le territoire. D'autre part, la finance inclusive désigne l'offre de services financiers et bancaires de base à faible coût spécifique pour des citoyens en situation de difficulté. Les efforts consentis par l'exécutif togolais pour le bien-être des populations se ressentent.

Filets sociaux et services de base : 23 milliards de francs CFA déjà dépensés au profit des Togolais

Il est question pour les autorités de neutraliser la pauvreté, d'offrir aux citoyens des conditions de vie satisfaisantes et de bâtir un pays solidaire et prospère. Le projet de FSB a été lancé en 2018 et assure depuis lors aux communautés défavorisées, un meilleur accès aux infrastructures socio collectives de base

et aux filets sociaux. De façon précise, il soutient la construction ou la réhabilitation des infrastructures de base; accroît l'accès aux services socioéconomiques afférents; augmente le revenu et la consommation des ménages ciblés; facilite l'accès des enfants à des repas scolaires réguliers.

250 cantons pris en compte



Des femmes célébrant l'initiative FNFI

Le projet englobe des sous-projets d'infrastructures; des filets sociaux qui prennent en compte les cantines scolaires et les transferts monétaires. A ce jour, le gouvernement a décaissé 23 milliards de francs CFA au bénéfice des populations issues de 250 cantons les plus pauvres du Togo. 133 microprojets sur les 200 prévus ont déjà été réalisés. En ce qui concerne les transferts monétaires (15

000 francs par trimestre), 07 milliards de francs CFA ont été remis à 60 419 ménages pauvres ciblés dans 685 villages sur le territoire.

Les cantines scolaires dont le coût annuel est évalué à au moins 2,5 milliards de francs CFA, ont permis d'offrir des repas chauds à plus de 92 000 élèves de 300 écoles primaires publiques chaque année en

moyenne. En 2020, 97 000 écoliers ont eu accès à 8,2 millions de repas et plus de 59 000 ménages vulnérables, soit 97% de la cible, ont bénéficié

des transferts monétaires. Un an plus tôt (2019), le programme de cantines a touché 94 552 élèves avec 14 708 152 repas servis.

Ascendance d'amélioration des conditions de vie



Le bien-être des populations, un projet social de Faure Gnassingbé

Sans l'ombre d'un doute, les filets sociaux et services de base atteignent les résultats escomptés. Pour démonstration, plus que la moitié des Togolais vivaient sous le seuil de pauvreté il y a encore quelques années. Aujourd'hui, l'incidence de pauvreté a régressé sur le plan national. De 58,7% en 2011, 51,7% en 2015, elle est passée à 45,5% entre 2018 et 2019. Le projet de FSB arrive à terme en 2021.

Anadeb, le reflet d'un Togo engagé sur la voie du bien-être social

En 10 ans d'existence de l'Anadeb marquée par des interventions ciblées et opportunes sur le terrain, les impacts socioéconomiques sur les Togolais sont immenses. Durant la décennie, l'Anadeb a fait rejaillir les retombées de 06 projets et programmes sur les ménages togolais. Il s'agit du Programme de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires (Psmico), le Programme de développement communautaire en zones urbaines (PDC-Zu), le Projet de soutien aux activités économiques des groupements (PSAEG), le

projet d'accompagnement des communautés dans l'entretien manuel des routes et pistes (Cantonnage), le projet de Filets sociaux et services de base (FSB) et le projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV).

100 milliards investis depuis 2011

Grâce à l'Anadeb, bras opérationnel du ministère du Développement à la base, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, plus d'un millier de Comités de développement à la base (CDB) ont été structurés. 608 hangars de marché, 2 033 infrastructures d'assainissement, 06 maisons de jeunes et 34 forages ont été construits ou réhabilités sans oublier les 505 salles de classe construites et réhabilitées ou encore les centaines d'infrastructures de santé équipées. Menées en suivant une démarche participative et inclusive, les actions de l'agence impactent près de 1 500 communautés à la base de plus de 300 cantons pauvres du pays. A ce jour, l'Anadeb a déjà investi plus de 100 milliards de francs CFA pour rehausser les conditions de vie des Togolais.

Accroissement du nombre d'infrastructures socio collectives



Les hommes font partie intégrante des projets

Dotée d'une enveloppe de 5,04 milliards de francs CFA remise par la Banque mondiale, la composante « infrastructure de base » du projet FSB a réalisé au 31 décembre 2020, 133 microprojets sur les 200 prévus soit 83 bâtiments scolaires, 70 forages munis d'une mini adduction d'eau potable, 10 Unités de soins périphériques (USP), 19 centres communautaires, 06 hangars de marché, 02 retenues d'eau et 10 pistes et ouvrages de franchissement.

300 000 personnes mobilisées pour des opérations de salubrité

Pour un Togo propre, sain et prospère, l'Anadeb a mobilisé environ 300 000 Togolais, soit 21 524 personnes chaque année pour l'entretien des rues, le curage des caniveaux et l'enlèvement des dépotoirs sauvages dans le cadre de Cantonage. C'est une initiative qui offre aux populations des moyens de développer leur communauté respective en leur permettant de lever des fonds pour acquérir des meubles pour

les écoles, réaliser des ouvrages d'eau, équiper des centres de santé communautaires avec des matériels et consommables de soin. A ce jour, 1 906 communautés prennent part à cette activité.

La finance inclusive, le socle

Au Togo, l'accès aux crédits et aux services d'assurance classiques est quelque peu restreint pour les travailleurs du secteur privé et/ou informel. Pourtant, le rythme de l'économie nationale est dicté par ces derniers que le chef de l'Etat Faure Gnassingbé n'envisage pas un seul instant de laisser sur le bas-côté. Créé en 2014 pour opposer une forte résistance à la pauvreté, au manque d'emplois et aux inégalités sociales, le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) donne aux jeunes et femmes, populations rurales, petites et moyennes entreprises, personnes à faible revenu, un accès aux produits de microcrédit, de micro-assurance, de moyens de paiement, de transferts d'argent, à des coûts sensiblement réduits.

FNFI, le carrefour des citoyens

En 06 ans, le Fonds a accordé plus de 1,7 million de crédits, ce qui représente plus de 98 milliards de francs CFA. Durant l'année écoulée, 11 milliards de francs CFA de crédits ont été alloués aux citoyens pour préserver leurs emplois face à la Covid-19 et ses conséquences. "N'Kodédé", synonyme de progrès en français, fait justement progresser les Togolais. Ce produit mis en place et destiné aux populations exclues du système financier, permet d'accorder jusqu'à 05 millions de francs CFA aux bénéficiaires. A côté de

cela, les produits Kiffe, Apsef, Agrisef, Ajsef, Paf, PAIFFV et des fonds de relance spécifiques améliorent les revenus des habitants, accroissent leur niveau d'autonomisation et facilitent leur insertion dans le tissu socioéconomique.

Faire avantage...

C'est le leitmotiv des dirigeants engagés dans une course contre la montre pour créer plus de richesse, donner à chaque personne un sentiment d'appartenance sociale et de fierté nationale, permettre à tous de vivre décemment

de son travail, bâtir un pays moderne et bénéfique pour chaque génération. La finance inclusive prouve sa valeur, pourquoi ne pas l'optimiser ? La stratégie nationale d'inclusion financière (2021-2025), pensée par l'Etat togolais, est destinée à offrir une vie encore meilleure aux populations. Elle boostera l'inclusion financière ; améliorera la couverture géographique des services financiers ; mettra à disposition des services financiers digitaux à travers la création d'une banque digitale ; permettra aux autorités de venir en aide à un grand nombre de ménages.

A l'état actuel des choses, en matière d'accès des populations aux services financiers, le Togo est au sommet du classement des pays africains. Cette fraternité financière sans cesse renouvelée, couplée avec la solidarité légendaire entre les gouvernants et les gouvernés, démontrent à outrance que le pays est exceptionnel avec une vision de développement unique et ambitieuse.

Transfert monétaire, 59 179 ménages togolais servis en 2020

Le programme de transferts

15 000 francs par trimestre pour plus de 50 000 ménages

Au cours de l'année 2020, 59 179 ménages, soit 97% des populations ciblées, ont bénéficié des transferts monétaires de 15 000 francs CFA chaque 03 mois. Les cantines scolaires, autre sous-composante du projet de Filets sociaux et services de base (FSB), ont permis à 97 518 élèves (soit 103,2% de la cible) de manger à leur faim, en milieu scolaire. 8 255 135 repas chauds leur ont été servis. En outre, les capacités de 2 357 Comités de développement à la base (CDB) et 1 350 groupements ont été renforcées, ce qui a permis à 194 communautés de disposer chacune d'un plan d'actions.

Le programme de transferts monétaires a été lancé en avril 2019 pour donner accès à une aide financière non remboursable aux familles nécessiteuses sur l'ensemble du territoire. Ces soutiens financiers accroissent le revenu et la consommation des familles ciblées et, de ce fait, leurs capacités à faire face aux chocs. Depuis que l'initiative est mise en œuvre, les populations abandonnent lentement mais sûrement le



Une commerçante bénéficiaire

monétaires est une sous-composante du projet de Filets sociaux et services de base (FSB). Ce dernier est mis en œuvre au Togo pour accroître l'accès des communautés aux infrastructures socio collectives, aux services sociaux de base, à une couverture sociale minimum ; répondre à la problématique de la responsabilisation des communautés dans leur développement et atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Au cours des 12 derniers mois, des milliers de foyers vulnérables ont été soutenus sur l'étendue du territoire. Le pari de l'amélioration des conditions de vie des communautés à la base a été gagné en 2020 au Togo, malgré la crise sanitaire liée à la pandémie au coronavirus qui a impacté toutes les politiques nationales de développement et les prévisions établies.

chemin de la pauvreté. Elles mangent convenablement à leur faim ; mettent en place ou développent des activités génératrices de revenus ; subviennent aux besoins vitaux liés à l'alimentation, à l'éducation des enfants censée préparer leur avenir et celui de la nation, à l'accès aux soins de santé, etc.

Précisément, les transferts monétaires ciblent 61 000 ménages issus de 585 villages des 209 cantons les plus pauvres du Togo en fin 2020 et 120 000 ménages à l'horizon 2021. D'ici 2025, le chef de l'Etat prévoit plus de transferts monétaires pour les ménages vulnérables. Par ailleurs, il a promis, d'étendre les mécanismes de filets sociaux aux personnes du troisième âge, aux malades et aux handicapés.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

Commérages

Les deux hommes les plus idiots du monde

Un voleur entre dans une boutique et pointe son fusil sur le Boutiquier et dit:
 -"donne moi tous l'argent sinon je te tire une balle dans la tête."
 Boutiquier: - "tu pense me faire peur avec un jouer ?"
 Voleur: - "non c'est un vrai fusil je te le jure."
 boutiquier: - "Amènes je vais vérifier."
 Le voleur lui remet le fusil, le Boutiquier prend le fusil, le contrôle et constate que c'est un vrai pistolet et le remet au voleur puis sort tout son argent et le remet au voleur
 Entre le voleur et le Boutiquier qui des deux est le plus bête ?

Il y a Un gars qui n'a pas Manger depuis trois jours. Il va aux toilettes pour chier, Dès qu'il pousse, une voix lui dit dans son ventre: "votre caca est insuffisant pour effectuer cette opération, veuillez recharger votre ventre". Merci

Nous perdons lentement notre culture...
 Je viens de voir un gars se laver les mains après avoir mangé des beignets au lieu de frotter l'huile sur sa tête



Quand tu es le plus vilain du quartier, c'est ton nom on prend pour effrayer les enfants

Quand ta copine vient chez toi et que tu regarde son journal d'appels, tu constate :0 appel reçu,0 appel émis ,0 appel en absence et sa messagerie est vide, ...mon ami il faut abandonner cette relation en même temps ; sinon son infidélité risque de t'envoyer au cimetière

Salut mes amis, je suis vraiment désolé mais Je vais devoir m'absenter du groupe pour un bon bout de temps car ma femme m'a demandé de faire le choix entre elle et Whatsapp. J'ai fait mon choix et je vais devoir vous quitter, le temps de mettre ses affaires dehors et je vous reviens aussitôt.

Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Ôtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tél 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORHIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Ôtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Ôtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Ôtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

AFT (Africa Fitness Time) Ôt: Décon. Tél: 97 99 7919

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Ôtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss); Tél : 90 04 76 60

GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé); Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Ôtier Baguida); Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
 RAMCO (Ôtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Ôtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Ôtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
 Tél : 22 40 04 99

Blagues

Le Premier ministre d'un pays a visité un jardin d'enfants et a demandé : "Quel est le budget alimentaire de l'enfant par mois"?
 Ils lui ont dit : "40000F."

Il leur dit : "C'est beaucoup. Réduisez à 30000 F !"

Puis il a visité la prison et leur a demandé : "Quel est le budget alimentaire du prisonnier par mois?"
 Ils ont dit: 40000F.

Il leur a dit: "C'est peu ... , élevez-le à 800000F!"

Surpris, un pasteur qui l'accompagne lui a demandé: "Pourquoi avez-vous réduit la nourriture des enfants de la maternelle et augmenté la nourriture des prisonniers?"
 Le premier ministre a dit : Pensez-vous qu'après avoir quitté le ministère, nous irons à la maternelle !?

Tu mangeras à la sueur de ton front, nous dit le créateur. Force est de constater ceux qui mangent à la sueur de leur front. Certains se battent pour avoir leur pain du jour alors que d'autres cherchent comment faire pour profiter des efforts des premiers. Et le remarque amer est que, c'est pas forcément ceux qui travaillent qui mangent. Il y'a bon nombre de gens qui profitent des peines des autres. Mais vous qui travaillez pour gagner le pain du jour sachiez que vous êtes sur la bonne ligne, ne vous découragez pas en voyant ces personnes qui pillent les biens d'autrui, fortifiez vous un beau jour se lèvera.

Narutino de Dios

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les arts et la culture au menu des débats à l'UA

Une bonne nouvelle ?

La 34^{ème} session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA), tenue les 6 et 7 février 2021, s'est surtout penchée sur les questions liées aux arts, à la culture et au patrimoine africains. Faut-il s'en réjouir du fait que le secteur culturel préoccupe les dirigeants des Etats africains ? Il vaut-il mieux tard que jamais, dit-on.



Le logo de l'Union africaine

Le sommet de l'Union africaine (UA), tenu il y a quelques jours, a été organisé sous le thème : « Arts, culture et patrimoine : un levier pour construire l'Afrique que nous voulons ». Considéré comme une expression des modes de vie développés par une communauté et transmis de génération en génération, y compris les us et coutumes, les lieux, les objets, les expressions artistiques et les valeurs, le patrimoine culturel,

serait pour les 12 prochains mois au centre des discussions dans la plupart des événements organisés par l'UA. Dans le domaine des arts et de la culture en Afrique, semble-t-il qu'on joint très rarement les actes aux paroles. Certes, une chose est de mûrir des réflexions autour d'une question donnée. Une autre chose est de poser des actes concrets pour que les lignes puissent bouger. En soi l'initiative des chefs d'Etat et de gouvernement de

l'Union africaine (UA) de se pencher sur les problématiques liées aux arts, la culture et le patrimoine africains est bonne. Mais quelles seront les actions concrètes à poser sur le terrain ? Peut-être qu'il faut appréhender les choses au cas par cas. L'Union africaine n'est pas quand même le regroupement de deux voire cinq pays. C'est plus d'une cinquantaine de pays qui s'y sont regroupés. C'est très facile de se

regrouper pour aborder les thématiques liées aux arts, la culture et le patrimoine africains. Alors la question qui susciterait l'attention est : Comment est-ce que chaque pays de l'UA compte faire le secteur « Arts, culture et patrimoine » (culturel), un levier pour construire son pays ? Il urge de souligner que l'Afrique n'est pas un pays mais tout un continent. Il faudrait donc que chaque pays prenne conscience du fait que les arts, la culture et le patrimoine africains sont un levier pour construire un pays. Sans quoi, tout serait que de bons discours à faire réjouir le cœur. Et, basta !

La pandémie à Coronavirus a révélé combien « Les arts & la culture » ne sont pas vraiment pris en compte sous nos cieux. Comment comprendre qu'on veuille faire des arts, de la culture et du patrimoine un levier pour construire l'Afrique et, qu'au même moment certains pays négligent à un haut niveau le secteur. Quelle politique culturelle pour quel développement ? S'il y a aucune ambition tangible pour faire des arts, la culture, et le

patrimoine africains un outil au service de développement, les actes ne suivront jamais les paroles. Alors on fera face à des réflexions creuses, à des discours ennuyeux.

« Comment faire des arts, de la culture et du patrimoine (matériel ou immatériel) un levier de développement des pays africains et du continent africain ? », telle est essentiellement la question. C'est bien de reconnaître que les arts peuvent être un levier de croissance d'un pays. Il est mieux de définir comment le patrimoine peut contribuer au développement d'un pays.

Il serait stupide qu'un pays veuille miser sur le patrimoine pour son développement et qu'au même moment il néglige l'entretien des sites touristiques. C'est encore plus inepte de vouloir faire des arts et de la culture un levier du développement en oubliant de soutenir les productions cinématographiques. « Il ne suffit pas de partager un patrimoine commun, encore faut-il vivre dans le même monde », a dit Edwy Plenel

Nadia Edodji

Lire

« **Le Manuscrit retrouvé** » de Paulo Coelho. Ed Flammarion. 2013 Pp 53-55

« ...Et il répondit: Certaines personnes disent: Je ne parviens pas à éveiller l'amour des autres. Mais dans l'amour resté sans réponse, il y a toujours l'espoir qu'un jour il soit accepté. D'autres écrivent dans leur journal: mon génie n'est pas reconnu, mon talent n'est pas apprécié, mes rêves ne sont pas respectés. Mais, pour ceux-là aussi, il y a l'espoir que les choses changent après beaucoup de luttes. D'autres encore passent

leur temps à frapper aux portes en expliquant: Je suis au chômage. Ils savent que, s'ils ont de la patience, une porte s'ouvrira un jour. Mais il y a ceux qui se réveillent tous les matins le cœur lourd. Ils ne sont pas en quête d'amour, de reconnaissance, de travail. Ils se disent: je suis inutile. Je vis parce que je dois survivre, mais personne, absolument personne, ne s'intéresse à ce que je fais. Le soleil brille dehors, la famille est autour, ils veulent conserver le masque de la joie parce qu'aux yeux des autres ils ont tout ce dont ils ont rêvé. Mais ils sont convaincus

que tout le monde peut se passer d'eux. Ou bien parce qu'ils sont trop jeunes et constatent que les plus âgés ont d'autres préoccupations, ou bien parce qu'ils sont trop vieux et jugent que les plus jeunes se moquent bien de ce qu'ils ont à dire. Le poète écrit quelques lignes et les jette à la poubelle, pensant: Cela n'intéresse personne. L'employé arrive au travail et ne fait que répéter la tâche de la veille. Il est convaincu que, si un jour il est licencié, personne ne remarquera son absence. La jeune fille coud sa robe en s'appliquant à chaque

détail et, quand arrive la fête, elle comprend ce que disent les regards: elle n'est ni plus jolie ni plus laide qu'une autre, ce n'est qu'une robe de

plus parmi des millions d'autres partout dans le monde où, à ce moment précis, des fêtes semblables ont lieu... »



CORIS BANK INTERNATIONAL BARAKA, LA SOLUTION ALTERNATIVE POUR TOUS VOS DEPÔTS ET FINANCEMENTS.

CBI BARAKA : Boulevard Eyadema, carrefour 3K • Email : corisbank-tg@coris-bank.com • Tél : 22 20 82 82

Solution de Financement Islamique
www.corisbankbaraka.com

 **CORIS
BANK**
INTERNATIONAL
BARAKA

Le RéTÉva et l'Évaluation des politiques publiques Madame Valentine A. SAMA a été portée à la tête du Conseil d'Administration du RéTÉva, qui a renouvelé ses instances dirigeantes en janvier dernier

Le Réseau togolais de l'évaluation (RéTÉva), a procédé au renouvellement de ses instances dirigeantes le 16 janvier 2021. Ce fut au cours d'une Assemblée générale électorale tenue à Lomé.

Le développement ne peut pas se faire sans une inclusion de l'évaluation constante des Programmes et Projets incarnés par les politiques publiques.

Mais, pour mettre en place un cadre incitatif et de bons outils d'évaluation, on a besoin de bons évaluateurs, donc des ressources humaines qualifiées et opérationnelles. Les objectifs du RéTÉva sont :

- Promouvoir le suivi et l'évaluation des politiques, programmes et projets de développement ;
- Renforcer les capacités

et les compétences nationales en suivi-évaluation ;

- Construire une communauté togolaise d'évaluateurs, forte et dynamique ;
- Développer des méthodes et approches de gestion axées sur les résultats dans le domaine du développement.

Ces objectifs cadrent avec la mise en œuvre de la Feuille de route présidentielle Togo 2025.

Le RéTÉva a été créé en 2013 et est dirigé par un Conseil d'administration de 8 membres. À l'issue de l'AG électorale, Madame SAMA A. Valentine, Patronne du



Photo de famille du nouveau bureau

cabinet international VALKEN'S CONSULTING a été élue Présidente et succède ainsi au Dr DOVI Yaovi Benoît, Directeur Général du CFBT

(Centre de Formation Bancaire du Togo).

Edem Dadzie

PRINCIPALES MESURES FISCALES ET DOUANIERES LOI DE FINANCES EXERCICE 2021

#CQFS

Le **plancher de la Taxe Professionnelle Unique (TPU)** du régime déclaratif passe de ~~300 000 FCFA~~ à **20 000 FCFA.**



**HAPPY
CHINESE
YEAR**



文化茅台
中华国粹

除夕



DISPONIBLE DANS **LES BARS . RESTAURANTS ET SUPERMARCHÉS**
IMMEUBLE MARINA BAY . BOUTIQUE N5 . BOULEVARD DU MONO

INFOLINE: +228 **70340292** /   **MOUTAI CHINA TOGO & BÉNIN**